

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 24/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

M.R.D.P.S.

Chemin du Bout de l'Ile
Zone Industrielle du Cognard
78840 Freneuse

Code AIOT : 0006509605

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement M.R.D.P.S. implanté Chemin du Bout de l'Ile Zone Industrielle du Cognard 78840 Freneuse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques. Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau. C'est pourquoi la société MRDPS dont l'activité est exercée sur les rives de Seine à Freneuse a été sélectionnée parmi les installations à contrôler.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- M.R.D.P.S.
- Chemin du Bout de l'Île Zone Industrielle du Cognard 78840 Freneuse
- Code AIOT : 0006509605
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MRDPS exerce des activités de dépollution de bateaux réceptionnés sur son site encadrées par la rubrique 2712-2 ainsi que des activités de traitement de déchets non-dangereux encadrées par la rubrique 2791-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- consignes et procédures d'exploitation ;
- rétentions associées au stockage de produits dangereux ;
- identification et localisation des risques ;
- état des stocks des produits dangereux ;
- caractéristiques des sols ;
- plans des locaux et schéma des réseaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consignes d'exploitation.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	/	Sans objet
2	Rétentions.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > I.	/	Sans objet
3	Rétentions.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > II.	/	Sans objet
4	Rétentions.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > III.	/	Sans objet
5	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Caractéristiques des sols	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	/	Sans objet
8	Plans des locaux et schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté une bonne gestion des risques de déversement de produits dangereux par l'exploitant. L'ensemble des produits liquides pouvant être responsable d'une pollution des eaux en cas d'accident sont disposés sur des rétentions adaptées. Afin de conserver le bénéfice de leur rétention en cas de crue, le stockage de certaines substances est réalisé en hauteur.

Malgré des quantités relativement faibles, l'équipe d'inspection a relevé une non-conformité relative à l'absence de registre permettant le référencement des types de substances dangereuses ainsi que les quantités stockées sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes et procédures à jour
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment : — les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; — les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; — la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; — l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les procédures et consignes en matière d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation. Il présente également la procédure à déployer en cas de fuite d'un récipient contenant des substances dangereuses et en cas de pollution des bassins de décantation.</p> <p>L'équipe d'inspection constate que ces procédures sont affichées à différents emplacements de l'installation, visibles et accessibles à l'ensemble du personnel présent sur place. L'équipe d'inspection demande cependant à l'exploitant de formaliser les actions de vérifications</p>

faites par l'exploitant en ce qui concerne les dispositifs de sécurité (vanne d'obturation des eaux des bassins) afin d'assurer une traçabilité de ces contrôles.
Il est rappelé à l'exploitant son obligation de prévenir les services de l'Inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident survenant sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétentions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> — dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; — dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate la présence de rétentions associées pour l'ensemble des produits polluants présents sur l'installation (2 cuves de fioul, moins de 10 fûts GRV d'huiles et 2 fûts de 100 litres de liquides de refroidissement). Le volume des rétentions est constaté comme étant suffisant, permettant ainsi de limiter les risques de pollution des sols ou des eaux.</p> <p>Il est constaté la présence d'une rétention disposée en mezzanine. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que cette rétention, assurant notamment le recueil des 2 m³ de fioul en cas de perte de confinement, permet de limiter la pollution des eaux en cas de crue importante de la Seine.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétentions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.
Constats : L'équipe d'inspection constate que les rétentions sont en bon état et étanches. Aucun risque de mélange incompatible n'est constaté sur une même rétention. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection qu'aucun stockage de liquides inflammables ou produits toxiques n'est effectué en dessous du niveau du sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétentions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.
Constats : L'équipe d'inspection ne constate pas de stockage de substances dangereuses à l'air libre. L'ensemble des substances en question sont stockées à l'abri, sous un hangar et sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection la cartographie des zones de dangers présentes sur ses installations. A cette cartographie est associé un tableau exposant les principaux risques identifiés par l'exploitant. Ces principaux sont essentiellement des risques d'incendie liés à la présence de batteries lithium dont la quantité est inférieure à une tonne ainsi qu'à la présence de deux cuves d'un mètre cube de fioul. Le risque secondaire identifié par l'exploitant est la pollution des eaux en cas de fuites des cuves de fioul, d'huile ou de liquide refroidissement. L'exploitant informe l'équipe d'inspection que la cuve de gaz sous pression n'est plus présente sur son site. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan des zones de dangers en conséquence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Stockage de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux présents sur site. Le plan général des stockages desdits produits est néanmoins présenté à l'équipe d'inspection.
Non-conformité n°20231018 - NC - 1 : L'exploitant met en place un registre recensant l'ensemble des produits et substances dangereuses présentes sur ses installations (fioul, liquide de refroidissement, etc.) qu'il tient à jour régulièrement conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Une fois réalisé, il transmet ce registre à l'Inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Caractéristiques des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2023, Imperméabilité des sols
Prescription contrôlée : Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.
Constats : L'équipe d'inspection constate que la réalisation de la dépollution des bateaux s'effectue sur une dalle béton étanche. L'exploitant précise qu'au cours des actions de dépollution aucun fluide n'est censé se répandre. En cas de fuite il précise qu'il utilise de la sciure comme adsorbant. Les résidus de fluides restant après application et collecte de l'adsorbant sont dirigés vers les bassins de décantation dont la capacité de rétention du plus grand bassin est de 240 m ³ . L'exploitant informe l'inspection que son site est disposé de manière à récolter par gravité l'ensemble des fluides et liquides déversé sur le sol en cas d'accident. L'équipe d'inspection constate la présence de « gouttières » au sol permettant de diriger lesdits fluides vers les bassins de décantation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plans des locaux et schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21

Thème(s) : Actions nationales 2023, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation du dispositif de bouton d'arrêt situé au niveau des trois bassins de décantation et permet, en cas d'activation, de confiner les eaux contenues dans ces bassins par désactivation des pompes de relevage. L'équipe d'inspection constate la présence dudit bouton d'arrêt. Ce dernier est clairement identifiable (affichage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet